

Ne pas revenir pour mieux soutenir ?

Perceptions de la migration comme stratégie d'adaptation face aux changements environnementaux dans trois régions du Sénégal

Samuel Lietaer, Loïc Brüning, Coumba Ndoffene Faye

Émulations - Revue de sciences sociales

2020, n° 34, « Transnationaliser le retour. Vers une révision du regard sur les migrations de retour contemporaines ».

Article disponible à l'adresse suivante

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/lietaer>

Pour citer cet article

Samuel Lietaer, Loïc Brüning, Coumba Ndoffene Faye, « Ne pas revenir pour mieux soutenir ? Perceptions de la migration comme stratégie d'adaptation face aux changements environnementaux dans trois régions du Sénégal », *Émulations*, n° 34, Mise en ligne le 7 octobre 2020.
DOI : 10.14428/emulations.034.05

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain
<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

Ne pas revenir pour mieux soutenir ?

Perceptions de la migration comme stratégie d'adaptation face aux changements environnementaux dans trois régions du Sénégal

Samuel Lietaer¹, Loïc Brüning²,
Coumba Ndoffene Faye³

[Résumé] Cet article explore les perceptions sur les mobilités en lien avec les stratégies d'adaptation des ménages et des communautés d'origine dans trois régions du Sénégal affectées par des changements environnementaux : le Gandiolais, le bassin arachidier et le Fouta-Toro. Nous présentons d'abord les impacts des changements environnementaux majeurs qui les affectent, pour ensuite comparer thématiquement les perceptions des migrants internes et des non-migrants villageois concernant les transferts de fonds monétaires des migrants. Finalement, nous démontrons qu'il y a de fortes attentes de la part des ménages d'origine envers leurs migrants en termes de contribution aux capacités adaptatives. L'importance accordée à la mobilité par les migrants et les non-migrants, comme moyen d'adaptation souvent inconscient, explique en partie la réticence observée pour la migration de retour et une certaine prévalence de la migration à long terme comme stratégie d'adaptation majeure.

Mots-clés : Sénégal, changements environnementaux, migration, adaptation, perceptions, transferts de fonds.

Not returning to better support? Perceptions of migration as an adaptation strategy in the face of environmental changes in three regions of Senegal

[Abstract] This paper explores perceptions of mobility in relation to the coping strategies of households and communities of origin in three regions of Senegal affected by environmental change: the Gandiolais, the groundnut basin and the Futa Toro. Thus, this paper first presents the impacts of major environmental changes that affect them, and then thematically analyses the perceptions of internal migrants and non-migrant villagers with regard to migrants' monetary remittances. Finally, we show that there are high expectations from origin households towards their migrants in terms of contribution to adaptive capacities. The importance given to mobility by migrants and non-migrants as an internalized, often unconscious means of adaptation partly explains the reluctance observed for return migration and a certain prevalence of long-term migration as a major adaptation strategy.

Keywords: Senegal, environmental changes, migration, adaptation, perceptions, remittances.

¹ Université libre de Bruxelles, CEDD, Belgique.

² Université de Neuchâtel, Institut de géographie, Suisse.

³ Université Cheikh Anta Diop de Dakar, LABOGEHU, Sénégal.

Introduction

Cet article s'intéresse à la migration interne, un sujet sous-étudié dans le cadre analytique de la migration comme stratégie d'adaptation aux changements environnementaux (Gemenne, Blocher, 2017). L'exode rural a sévèrement affecté les régions sahéliennes en raison des sécheresses des années 1970 et 1980, et les conditions climatiques se sont aggravées au cours des cinquante dernières années (Faye *et al.*, 2019). Les changements environnementaux actuels évoluent à un rythme plus rapide et plus imprévisible que projeté par les études majeures (Hoegh-Guldberg *et al.*, 2018). Les impacts de ces changements environnementaux peuvent exacerber les vulnérabilités préexistantes (Black *et al.*, 2011). Face à ce constat, le lien entre dégradation de l'environnement, changements climatiques et mobilité a pris une place importante dans les recherches et les politiques publiques de développement (van der Land *et al.*, 2018).

Un nombre croissant d'études évaluent les perceptions et la vulnérabilité au changement climatique, ainsi que les options d'adaptation pour les systèmes de petits exploitants en Afrique subsaharienne (Asrat, Simane, 2018). La majorité des chercheurs qui étudient les déterminants de l'adaptation ne prennent que rarement en compte la migration (Shikuku *et al.*, 2017). Si la migration de retour en lien avec le développement au Sénégal n'est pas un sujet nouveau dans les débats politiques (Diedhiou, 2014) et les travaux académiques (Ceschi, Mezzetti, 2014 ; Sinatti, 2015), les études qualitatives qui s'intéressent aux relations entre la migration de retour et les changements environnementaux sont très rares. Celles-ci font le lien de manière périphérique, indirecte, et se concentrent sur les facteurs et paramètres environnementaux, et les personnes déplacées à cause des catastrophes naturelles à impacts rapides⁴. Ainsi, elles négligent les effets plus lents et graduels des changements environnementaux sur les dynamiques et les liens sociaux à l'intérieur d'un même pays.

La conception de la migration en tant qu'adaptation envisage les populations comme agents adaptatifs actifs (Bettini, 2017). C'est notamment le message-clé du projet Foresight du gouvernement britannique : « *Migration can represent a “transformational” adaptation to environmental change, and in many cases will be an extremely effective way to build long-term resilience*⁵. » Les migrations internes sont cependant négligées à ce sujet. Pourtant, le lien entre migration interne et adaptation au changement environnemental est pertinent à étudier pour au moins trois raisons. Premièrement, bien que la migration soit toujours multicausale, les changements environnementaux influencent le développement et les conditions de vie des communautés d'origine, et donc aussi les départs et les retours effectifs et potentiels. Deuxièmement, la nature des relations transnationales et translocales pourrait changer en fonction des stress

⁴ Des catastrophes environnementales à impacts rapides au Sénégal sont, par exemple, les hautes et fortes houles de l'océan en zone côtière. Les fortes pluies dans le pays peuvent causer des inondations, alors que les vagues de chaleur ou les tempêtes de sable peuvent causer d'autres dégâts, notamment sanitaires.

⁵ THE GOVERNMENT OFFICE FOR SCIENCE (TGOFS) (2011), *Migration and global environmental change – Future challenges and opportunities*, Foresight Report, Londres, p. 10.

environnementaux vécus et perçus. Troisièmement, des travaux ont montré que les changements environnementaux agissent comme inhibiteur de la migration internationale en Afrique de l'Ouest (Brüning, Piguët, 2019). Ainsi, au Sénégal, la migration interne est une stratégie plus fréquente que la migration internationale (Ndione, 2019).

Cet article vise à apporter des éléments de compréhension concernant les effets des dynamiques locales sur les intentions de retour. Pour cela, nous partons de l'hypothèse que le poids de la décision du retour, comme la décision de migrer, est souvent négocié entre la personne qui quitte le village et celles qui y restent (Mubaya, Mafongaya, 2016). Par conséquent, les migrants qui sont au service de la famille et du village ne seraient pas forcément incités à revenir au village. Les réseaux locaux et transnationaux auxquels les gens ont accès donnent naissance à des imaginaires sociaux et à des attentes en matière de transferts de fonds. Ces ressources peuvent être utilisées pour investir dans les solutions aux problèmes environnementaux et transformer les aspirations individuelles en aspirations collectives (Carling, Hoelscher, 2013).

Pour expliquer les stratégies migratoires et la rareté des retours permanents dans les trois zones d'études, nous allons nous intéresser à l'expérience des ménages avec et sans membres de leur famille en mobilité. Cette distinction permet de cerner des dynamiques sociales et des stratégies de subsistance particulières au sein de ces différents types de ménages. Nous nous attacherons en particulier à répondre à la question suivante : comment les transferts financiers des migrants sont-ils perçus comme contributions aux stratégies et pratiques d'adaptation aux changements environnementaux au niveau du ménage et du village ?

Cet article comparatif intègre les différents regards de non-migrants et de migrants internes originaires de trois zones géographiques au Sénégal, qui ont été choisies en raison d'une importante émigration. Il s'agit par ordre croissant du bassin arachidier, du Gandiolais et du Fouta-Toro (Diop, 2008 ; Ndione, 2019). Nous essayerons, dans la mesure du possible, de privilégier le point de vue d'individus relativement jeunes (16-40 ans), car il ressort que ce sont principalement les jeunes qui sont le plus à même de migrer pour subvenir aux besoins des aînés et pour concrétiser leurs aspirations, ainsi que leurs projets de vie (Ndione, 2019).

Dans l'approche de la migration comme stratégie d'adaptation, la migration est souvent citée comme une réponse d'adaptation positive plutôt que comme un échec d'adaptation (Baldwin, Fornalé, 2017). Nous considérons l'adaptation comme « *the adjustment in natural or human systems in response to actual or expected climatic stimuli or their effects, which moderates harm or exploits beneficial opportunities* » (Adger *et al.*, 2007 : 869). L'adaptation peut être planifiée ou spontanée. Ce dernier terme est généralement une réponse réactive aux vulnérabilités perçues par la communauté puisqu'il intervient après la perception des impacts (Malik *et al.*, 2010). La conception de la migration comme stratégie d'adaptation aux changements environnementaux reconnaît l'action des migrants et suppose que les transferts de fonds seront investis dans les communa-

tés d'origine afin d'améliorer la résilience au stress environnemental (Warner, Afifi, 2014 ; voir Bettini, Gioli, 2016 pour une critique).

Ce cadre conceptuel est basé sur la fusion de deux approches pluralistes similaires. Premièrement, l'approche des moyens de subsistance durables dans des espaces translocaux et transnationaux perçoit que les personnes *in situ* tendent autant que possible à améliorer leurs moyens de subsistance dans les limites des conditions de vie. Les individus ne seraient donc pas des victimes passives, mais des agents actifs (de Haas, 2010 ; Schöfberger, 2018). Deuxièmement, la nouvelle économie des migrations de travail (NEMT) considère que la migration internationale a pour but de surmonter les contraintes développementales et de diversifier les revenus dans le pays d'origine. Ce courant a une approche plutôt optimiste, transnationale, multifactorielle et multidimensionnelle, et s'éloigne de l'approche néo-classique (Piché, 2013 ; Piguët, 2013). La migration n'est donc pas seulement une stratégie pour diversifier les sources familiales de revenus⁶, ou pour offrir un soutien face aux risques environnementaux (Afifi *et al.*, 2014), mais aussi un moyen d'aborder collectivement les conséquences du changement environnemental, avec plus de moyens financiers et de pouvoir politique (Barnett, Webber, 2010). Nous n'opérons pas de réelle distinction entre la migration au sens large (OIM, 2007) et le concept des mobilités humaines (Cresswell, Merriman, 2011 ; Urry, 2007). Enfin, la migration de retour se réfère à un retour avec une perspective à long terme dans l'espace d'origine du migrant, et non à un court séjour. Ici, le retour est défini comme un séjour au village d'origine avec l'intention de s'y installer.

En premier lieu, nous présenterons les caractéristiques environnementales des zones d'études. Puis, nous comparerons les dynamiques de négociations pour la mobilisation de la migration comme moyen d'adaptation, et les perceptions qu'ont les migrants de la pression sociale et des transferts monétaires contribuant aux stratégies d'adaptation. Ensuite, nous discuterons dans chaque section nos résultats, qui seront mis en tension avec les principaux acquis de la littérature. Nous nuancerons les effets des transferts de fonds en fonction des caractéristiques socioenvironnementales et nous montrerons certains effets négatifs de la migration qui dépassent les montants et la portée des envois de fonds (Preibisch *et al.*, 2016).

1. Caractéristiques socioenvironnementales des trois régions d'études

Le Gandiolais, le bassin arachidier et la région du Fouta-Toro connaissent des systèmes de petits exploitants pour la subsistance rurale où l'agriculture familiale prédomine. Les petites exploitations agricoles sont caractérisées par la gestion familiale du capital, du travail et de la production, ainsi que la présence d'autoconsommation et d'un

⁶ JÄGER J., FRÜHMANN J., GRÜNBERGER S., VAG A. (2009), *Environmental Change and Forced Migration Scenarios Project (EACH-FOR)*, Synthesis Report. En ligne, consulté le 10 juin 2019. URL : http://www.each-for.eu/documents/EACH-FOR_Synthesis_Report_090515.pdf ; et THE GOVERNMENT OFFICE FOR SCIENCE (TGOFS) (2011), *Migration and global environmental change – Future challenges and opportunities*, Foresight Report, Londres.

statut juridique parfois informel. Elles peuvent participer à deux types de chaînes de valeur. L'une qui est composée de plusieurs intermédiaires faiblement dotés en capital, et l'autre qui comprend des agrobusiness (Soullier *et al.*, 2018). À Gandiol, en raison de la situation proche du fleuve Sénégal et de l'océan, les activités économiques liées à la pêche représentent aussi une partie conséquente de l'économie locale (Lo *et al.*, 2014). Les trois zones d'études sont sujettes à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté. Leurs contextes socioéconomiques exacerbent donc les vulnérabilités aux changements environnementaux (Lo *et al.*, 2014 ; Sakho *et al.*, 2019 ; Tandian, 2015).

La vulnérabilité aux changements climatiques constitue un enjeu majeur pour l'ensemble de la population sénégalaise⁷. Parmi les impacts communs aux trois zones agricoles, nous notons la dégradation des terres, la baisse de la production agricole liée à la variabilité pluviométrique (pluviométrie imprévisible et période raccourcie) et à l'augmentation des températures. Le nord et le centre-ouest du pays, dont font partie les zones d'études, ont plus ressenti les irrégularités interannuelles des précipitations depuis les sécheresses des années 1970 (voir aussi Roquet, 2008). Les changements environnementaux majeurs diffèrent dans chaque région.

Dans la commune de Gandiol, l'avancée de la mer, en lien avec l'ouverture de la brèche⁸ et l'élévation tendancielle du niveau des océans a englouti plusieurs espaces de mangrove ainsi que deux villages tandis que d'autres sont en sursis. L'augmentation des submersions marines a comme conséquence la salinisation des sols et des nappes phréatiques qui est exacerbée par la réduction pluviométrique. Outre la destruction d'habitats et d'infrastructures, ces dégradations impactent négativement les secteurs de la pêche et du maraîchage.

En ce qui concerne le Fouta-Toro, la crue artificielle des lâchers de barrage hydroélectrique de Manantali et la variabilité pluviométrique sont les causes environnementales les plus importantes en termes de dégâts socioéconomiques. Aussi, les vagues de chaleur et les tempêtes de sable affectent fortement les conditions de vie des *Futangkoobe*⁹.

Dans les villages du bassin arachidier, la dégradation des sols, les variabilités pluviométriques et les sécheresses sont les principaux effets directs du changement climatique. Ces changements ont bouleversé les systèmes de production agricole qui se caractérisent par la culture de l'arachide, du mil et du maïs (observations et entretiens personnels ; Lo *et al.*, 2014).

⁷ GAYE A. T., LO H. M., SAKHO-DJIMBIRA S., FALL M. S., NDIAYE I. (2015), *Sénégal : Revue du contexte socioéconomique, politique et environnemental*, Rapport IED et PRESA, août 2015. En ligne, consulté le 15 octobre 2019, URL : https://www.iedafrique.org/IMG/pdf/Revue_Resilience_Croissance_et_changement_climatique_au_Senegal-2.pdf.

⁸ La brèche est un canal de délestage creusé sur la langue de Barbarie en 2003 pour évacuer le surplus d'eau du fleuve Sénégal vers l'océan Atlantique et ainsi protéger Saint-Louis d'importantes ondes de crues. Mesurant quatre mètres le jour de sa construction, la brèche mesurait plus de cinq kilomètres en 2015 (Sy *et al.*, 2015).

⁹ En langue pulaar, les *futangkoobe* (*futangke*, au singulier) sont les habitants de la région sociologique du Fouta-Toro.

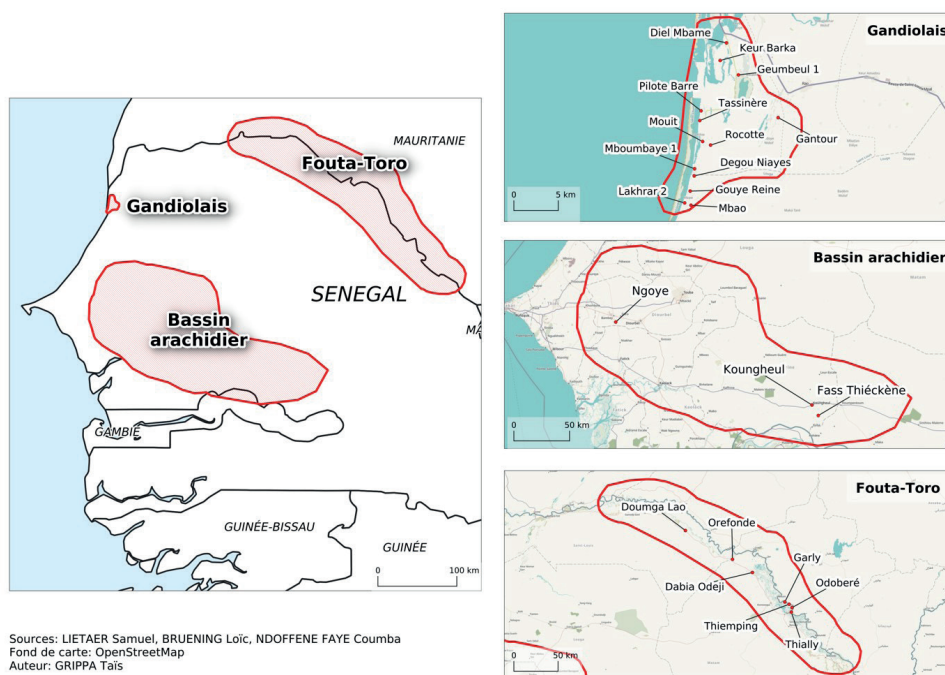


FIGURE 1 : CARTES DES ZONES D'ÉTUDES

2. Méthodologies : trois terrains différents pour une approche commune

Avec une approche de recherche qualitative, comparative, translocale et multisituée (Falzon, 2009 ; Marcus, 1995), nous avons privilégié des observations ethnographiques, des entretiens semi-dirigés ainsi que des discussions de groupe avec des migrants de retour, des non-migrants avec et sans parents migrants. Ces matériaux ont fait l'objet d'une analyse comparative de contenu par la méthode d'analyse thématique centrée sur le thème de la migration comme stratégie d'adaptation.

Les résultats des trois études translocales se situent dans le cadre de trois recherches doctorales à focales convergentes. Pour la région du Gandiolais, treize villages ont été sélectionnés pour représenter les principaux groupes ethniques (wolof, peul, maurisque) et les différentes activités économiques. Gandiol est une commune qui se situe au nord du Sénégal et qui regroupe une trentaine de villages. Les résultats de cet article se basent sur deux séjours de collectes de données. Un premier terrain a permis de mener 64 entretiens semi-dirigés dans les villages d'origine. Respectivement, 36 hommes de 20 ans à 85 ans et 28 femmes de 18 ans à 64 ans ont été interviewés. Ce terrain de collecte de données a été mené durant les mois de juillet et août 2017. Un deuxième séjour en juillet et août 2018 visait à interroger des migrants internes gandioliens installés dans des centres urbains du Sénégal. Pour cet article, onze entretiens ont été sélectionnés avec des hommes de 23 ans à 57 ans.

Dans la région du Fouta-Toro côté sénégalais, sept villages majoritairement peuplés de *Haalpulaaren*¹⁰ ont été étudiés dans six communes différentes. Au total, 192 entretiens semi-dirigés ont été réalisés avec des hommes et des femmes (minoritaires), âgés entre 12 et 85 ans, dont 50 migrants de retour (majoritairement des hommes), ainsi que 38 *focus groups*, dont les participants étaient plus ou moins également répartis entre sexe, âge et groupes socio-professionnels (indépendants/nobles, métiers castés, dépendants). Cette structure hiérarchisée en fonction des castes joue encore un certain rôle dans la stratification sociale de cette localité, contrairement aux deux autres régions. Les données empiriques ont été récoltées dans le Fouta-Toro et dans la région de Dakar, avec l'appui précieux de deux chercheurs doctorants *haalpulaar* de Saint-Louis (UGB) durant deux séjours de recherche en février et mars 2018 et 2019. À Dakar, en janvier 2019 deux autres chercheurs *haalpulaar* ont aidé à mener des *focus groups* et des entretiens avec 60 migrants internes, également de profils variés, originaires des villages étudiés.

En ce qui concerne le bassin arachidier, un total de trois villages dans trois communes (Bambey, Kounghoul et Kaffrine), respectivement Ngoye (à majorité Sereer), Kounghoul (Wolofs), et Fass Thieckene (Wolofs) ont été enquêtés. Vingt et un entretiens semi-dirigés ont été réalisés dans ces villages, dont douze avec des personnes de 21 à 45 ans et neuf avec des personnes de plus de 50 ans, entre le 25 février 2019 et le 20 juin 2019. À Dakar, il s'agit de 147 personnes interrogées, principalement des hommes (N=131) d'occupations et d'âges variés, entre 19 et 99 ans. La plupart étaient âgés de 19 à 40 ans (n=121). Ce terrain a eu lieu entre le 17 octobre 2018 et le 18 février 2019.

3. Ne pas revenir pour mieux soutenir ?

3.1. Négociation de la migration et de la pression sociale vécue par les migrants

Bien que la décision de migrer puisse être prise unilatéralement par le migrant, il est aussi courant que cette prise de décision se négocie au sein du ménage. Cela paraît être particulièrement vrai dans des contextes de dégradations environnementales lentes qui impactent négativement les moyens de subsistance des ménages. Les entretiens semi-dirigés montrent que le choix de la destination et de la personne qui va partir se négocie généralement de manière multilatérale. La migration s'avère effectivement pouvoir « relever de l'obligation morale sans pour autant être contrainte » (Bredeloup, 2014 : 42). Toutefois, il subsiste des dynamiques sociales différentes dans nos régions d'étude, même si celles-ci connaissent toutes une certaine « culture de la mobilité » (Tarrus, 1993), avec leurs spécificités (Diop, 2008).

¹⁰ *Haalpulaaren* signifie en pulaar « ceux qui parlent la langue pulaar ». Ils constituent un des groupes dominants dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, qui est une partie de l'entité politique et sociale historique appelée le Fouta-Toro (lire Kane, 2004).

Nos résultats montrent une corrélation entre la négociation du départ migratoire pour des raisons complexes, plurielles et personnelles, d'une part, et les attentes des non-migrants envers les migrants, d'autre part. Dans les zones où les migrants prennent la décision de migrer de manière plus individuelle que collective, il y a moins d'attentes communautaires. Par ordre décroissant, nous avons trouvé cette tendance respectivement dans les villages du bassin arachidier (plus individuels, moins collectifs), le Gandiolais, et ensuite le Fouta-Toro (moins individuel, plus collectif).

En effet, dans le bassin arachidier, nous observons plus souvent une culture de départs individuels par rapport aux deux autres régions. Ce sont alors des attentes de retombées familiales ou même individuelles plutôt que des remises attendues pour la communauté entière. Il arrive souvent que les migrants cachent leur projet de départ en migration, surtout pour les destinations internationales. Puisque les départs sont moins négociés collectivement, les attentes sont aussi moins collectives.

Le témoignage d'un ancien pêcheur gandiolois (33 ans), de retour pour la Tabaski, montre que sa place d'aîné dans la fratrie a été déterminante dans le choix de la personne qui migre, mais qu'il a dû avoir l'autorisation de ses parents pour partir :

Je suis l'aîné de la famille, c'est pourquoi j'ai quitté le village. On a discuté avec mes parents. Ils ont soutenu le choix de quitter ma famille. Tu vois, la pêche ne marche plus ici, tu ne peux pas gagner ton sou. Je suis donc parti travailler dans le commerce. Mes parents étaient d'accord car ils sont trop vieux pour travailler, ils sont dans le troisième âge. Je devais soutenir la famille. (Entretien, commune de Gandiol, 7 août 2018)

Il existe effectivement des pressions de natures diverses sur les migrants pour transférer de l'argent de manière régulière et continue vers leurs ménages d'origine dans les trois régions. Il semblerait que la solidarité envers la famille ne soit pas remise en cause et soit perçue comme un devoir naturel. Un jeune pêcheur gandiolois (23 ans) pas encore marié et qui a migré au cap Skirring pour travailler parle de cette dynamique spécifique de la solidarité envers les aînés : « J'aide mes parents, comme tout le monde, c'est normal. Mais souvent on est des employés dans les pirogues, on ne gagne pas beaucoup et ce que je gagne je le donne à mon papa. C'est lui qui choisit combien je dois lui donner comme je ne suis pas marié » (Entretien, commune de Gandiol, 16 août 2018).

Dans les trois régions, mais en intensité variable, la plupart des migrants internes, et surtout ceux qui visent la migration internationale, se font d'abord aider financièrement par la famille, qui trouve un moyen d'obtenir le capital nécessaire en fonction du projet migratoire et de ses activités génératrices de revenus. Très fréquemment, c'est la vente d'une partie du stock de bovins et/ou d'ovins qui permet de financer le voyage et une partie du séjour. Le remboursement se fera par le migrant à terme, en fonction de sa situation socioéconomique. Les transferts, tant économiques que sociaux, peuvent changer de direction ou de qualité dans le temps, en fonction de la situation de vie des migrants et de leur famille (voir aussi van der Land, 2018).

Nos interlocuteurs des trois zones perçoivent généralement une certaine hiérarchie des mouvements, allant de l'intercontinental à l'international en passant par le

sous-régional et les mobilités internes, plus locales. La migration interne permet davantage une « double-présence » physique que la migration internationale. Les jeunes qui décident de migrer en interne pensent pouvoir garder plus facilement un lien fort avec leur communauté d'origine lors d'événements sociaux importants et/ou lors de catastrophes environnementales. Cependant, la majorité de nos jeunes répondants à Dakar pensent pouvoir gagner plus d'argent à l'étranger et être ainsi plus utiles pour leur famille. Ces personnes envisagent un départ à l'étranger une fois les revenus nécessaires accumulés, éventuellement avec l'aide supplémentaire de membres de la famille. Les familles restées au village sont généralement favorables à cette idée, bien que très inquiètes dans le cas des migrations irrégulières. Les pratiques de mobilité des personnes qui étaient déjà en mouvement au Sénégal peuvent donc évoluer vers la décision d'émigrer vers la sous-région ou en Europe (voir aussi Ceschi, 1999).

Depuis près d'un demi-siècle dans le Fouta-Toro, et plus récemment et dans une moindre mesure dans le Gandiolais et le bassin arachidier, les migrants qualifiés et universitaires sont incités, par les villageois, non seulement à envoyer des remises financières, mais également à s'investir dans des organisations. Ainsi, depuis Dakar et/ou l'étranger, ils peuvent mettre à profit leurs réseaux, et leur capital social, appliqués à des fins politiques pour développer leur village. Si cette culture régionale qui mise sur les remises sociales communautaires est moins présente dans le Gandiolais que dans le Fouta-Toro, elle l'est encore moins dans le bassin arachidier. Les visées peuvent y être collectives, mais restent plutôt cantonnées à l'échelle familiale.

3.2. Comparaison de l'utilisation des remises financières

3.2.1. Diversification des revenus

En premier lieu, nous pouvons souligner qu'il est difficile de tracer une démarcation claire sur l'utilisation de l'argent envoyé par des migrants internes ou internationaux. Néanmoins, un élément primordial concerne la stratégie de diversification. Dans cette partie, nos résultats sont principalement issus de nos entretiens semi-dirigés et sont illustrés à travers des citations qui soulignent cette stratégie de diversification de la part des ménages.

Dans les trois zones d'études, les ménages bénéficiaires utilisent d'abord les remises financières afin de diversifier leurs revenus et de s'assurer les biens de base de consommation quotidiens. Les ménages pauvres dépendent davantage de la migration et des réseaux translocaux. Par exemple, à Gandiol, un maraîcher (52 ans) raconte que le peu d'argent qu'il reçoit est utilisé pour la nourriture : « Mon fils est parti travailler en Espagne, mais il ne gagne pas beaucoup. Le peu d'argent qu'il nous envoie je l'utilise pour acheter la nourriture quotidienne » (Entretien, commune de Gandiol, 3 août 2017).

Si le rôle de ces remises financières sert à compléter les dépenses alimentaires durant la majeure partie de l'année, c'est durant la période de soudure¹¹ que celui-ci s'avère

¹¹ La soudure est la période juste avant les premières récoltes et où les produits agricoles de la récolte précédente sont épuisés.

plus important, surtout dans le Fouta-Toro et le bassin arachidier. Les ménages qui sont principalement actifs dans les secteurs non agricoles souffrent relativement moins de ces périodes perçues comme de plus en plus longues en raison du changement climatique. Les ménages qui peuvent compter sur des remises financières fréquentes et relativement élevées ont davantage tendance à s'offrir des produits alimentaires plus luxueux, ainsi qu'à effectuer des achats de matériel électronique. Ensuite, ces remises financières servent aux frais de scolarité des enfants et aux dépenses liées à la santé. Il ressort également que l'argent est utilisé lors des différentes cérémonies et fêtes religieuses.

Dans les trois régions, les migrants internes et les non-migrants estiment que le manque d'accès au crédit bancaire et aux coopératives de microcrédit à des taux d'intérêt jugés raisonnables entrave la création d'entreprises dans le secteur non agricole, moins vulnérable aux aléas environnementaux. Bien que la plupart de ceux qui sont restés au village reprochent aux migrants de ne pas assez investir structurellement afin de créer de l'emploi local, certains villageois ont néanmoins sollicité auprès des migrants des montants à allouer à la création d'entreprises agricoles ou non agricoles.

Nos résultats rejoignent un assez large consensus dans la recherche qui considère qu'en temps de crise environnementale, les remises financières servent d'abord à diversifier les sources de revenus afin d'assurer l'accès aux biens de première nécessité et de garantir une sécurité alimentaire (Sakho *et al.*, 2019 ; Tacoli, 2011 ; Wade *et al.*, 2017). C'est donc une stratégie de survie qui est mise en place. Dans un deuxième temps, l'investissement dans l'accès à l'éducation et à la santé pourrait avoir lieu (Sakho *et al.*, 2019). Finalement, comme pour la migration internationale, les migrants internes font des investissements, plus ou moins ostentatoires, qui participent à accroître le prestige social du ménage (Dimé, 2015 ; Ndiaye, 2014 ; Wade *et al.*, 2017).

3.2.2. Les investissements productifs agricoles

En termes d'investissements dans les moyens de production agricoles, la préparation de l'hivernage¹² est considérée comme une période-clé afin d'optimiser les campagnes agricoles. À chaque début de saison, les agriculteurs et petits maraîchers demandent d'envoyer davantage d'argent pour l'achat et la réparation des matériels agricoles, d'engrais ainsi que de semences.

Dans le Gandiolais, de nombreux maraîchers subissent les effets négatifs de l'érosion côtière et de la salinisation. Pour pouvoir continuer à cultiver, certains utilisent l'argent envoyé pour optimiser leurs techniques agricoles en forant des puits plus profonds pour atteindre la nappe phréatique encore douce et en mettant en place un système d'irrigation de goutte-à-goutte. Cela permet de diversifier les espèces de légumes cultivées et d'avoir plus de récoltes durant l'année. Un maraîcher (56 ans) gandiolais explique ainsi que l'argent envoyé par son fils a été vital pour continuer à cultiver :

¹² La saison des pluies, dite hivernage, a lieu entre juillet et septembre. Celle-ci présente une durée et une intensité aléatoires dans le pays.

Des fois, les charges pour entretenir le matériel de mes champs sont tellement élevées que je n'ai rien pour vivre. Quand cela arrive, c'est mon fils qui m'envoie de l'argent pour maintenir les champs. Sans mon fils je n'aurais pas eu les moyens de forer et d'acheter une machine pour pomper l'eau. (Entretien, commune de Gandiol, 9 août 2017)

Dans la région du Fouta-Toro et du bassin arachidier, ce problème de salinisation des nappes phréatiques est absent dans la plupart des villages, comme le soulignent nos observations. Les projets agricoles y sont souvent collectifs. Les migrants *Futangkoobe* ont comme devoir social de cotiser mensuellement aux caisses sociales villageoises pour financer le développement du village en infrastructures sociales de base, principalement dans les domaines sanitaires et éducatifs (postes de santé, écoles, etc.). Comme en témoigne un jeune marié (23 ans) *futangke* d'appartenance « noble » devenu vendeur de fruits à Dakar, la pression sociale de la communauté d'origine s'ajoute à celle de la famille :

Comme la plupart, je participe aussi aux cotisations, environ 1000 cfa/mois [1,5 euro], pour les projets villageois. C'est grâce à nous les voyageurs, aussi ceux qui travaillent à Dakar, qu'on a pu construire un bon forage et qu'on a plusieurs motopompes villageoises pour les périmètres irrigués villageois et une motopompe familiale pour cultiver le jardin maraîcher, même en saison sèche. Mais j'économise pour peut-être partir en Europe dans trois ans, pour pouvoir gagner plus, pour construire une grande maison en ciment et investir dans l'élevage et des machines pour l'agriculture. (Entretien, Pikine/Dakar, 15 janvier 2018)

La migration saisonnière ou permanente fait partie des stratégies d'adaptation pratiquées dans les trois régions, comme des stratégies d'adaptation endogènes. Il ressort que les mobilités – internes et internationales – contribuent à créer les conditions qui permettent l'adaptation, notamment dans le domaine agricole. D'autres pratiques observées dans tous les villages étudiés, à des degrés variables selon les possibilités, notamment en fonction du nombre de ménages ayant des membres « sortis du village, qui réussissent », sont l'intégration des cultures et du bétail (par exemple, l'emboche bovine) ; la plantation de cultures résistant à la sécheresse ; la collecte de l'eau, notamment via des puits, forages (souvent cofinancés par les migrants), et des mares artificielles pour abreuver les animaux. Ces stratégies rendent les villageois moins vulnérables, et donc plus résilients face aux aléas environnementaux (voir aussi Dimé, 2015 ; Sall *et al.*, 2011 ; Tandian, 2015 ; Wade *et al.*, 2017).

Nos résultats mettent en lumière que les ménages estiment généralement comme important qu'une partie des remises monétaires soit investie dans des activités génératrices de revenus. Cette stratégie permet de consolider les capacités d'adaptation. Au-delà de l'investissement agricole direct, l'investissement dans l'immobilier dans un centre urbain avec une visée génératrice de revenus, qui permettrait d'investir dans l'adaptation agricole, n'est pas une stratégie prioritaire. Cette option concerne plutôt les ménages qui bénéficient de transferts d'argent importants, et qui ont le plus souvent des membres à l'étranger. Néanmoins, ces envois de fonds peuvent impliquer un

risque de dépendance accru pour les ménages bénéficiaires s'ils n'investissent pas dans des activités génératrices de revenus (voir aussi Schöfberger, 2018). Cette situation peut accentuer les inégalités et la vulnérabilité des ménages déjà fragilisés par les aléas environnementaux.

3.2.3. Assurance contre les chocs environnementaux et les baisses de revenus

Nos résultats montrent que, dans les trois régions, les transferts monétaires sont perçus comme une assurance lorsque les moyens de subsistance baissent, ou lorsque des événements inattendus surviennent. Certains de nos répondants qui reçoivent des fonds ont utilisé leurs réserves de liquidités pour ne pas avoir à vendre leur bétail en période de sécheresse. Les migrants servent donc souvent d'assureurs pour leurs ménages. Ce constat peut être mis en parallèle avec des résultats issus d'autres pays africains (entre autres pour le Botswana : Lucas, Stark, 1985 ; et pour le Mali : Ponsot, Obegi, 2010).

La quasi-totalité des migrants internes envoie une partie de ses revenus à sa famille restée au village, ne rompant pas avec son milieu d'origine. Ce constat vaut également pour les individus ayant quitté leur village avec leur(s) femme(s) et enfants. Cet élément aurait pu laisser supposer un désir de coupure totale. Les envois financiers associés au statut migratoire sont ressentis comme obligés par la parenté, en compensation de « la fuite » et de l'attendue « réussite économique ». Généralement, la perte de main-d'œuvre agricole au village est perçue comme largement compensée par les transferts d'argent. Ceux-ci permettent même d'engager des journaliers, sans que le migrant quitte son emploi en ville. Nombreux sont ceux qui préfèrent prioriser le travail en ville. Ils ne retournent alors à la concession familiale au village qu'un peu plus d'un mois pour les travaux champêtres en hivernage. Comme l'illustrent les propos d'un homme de 24 ans originaire d'un village du Fouta-Toro qui travaille à Dakar depuis quatre ans :

Dakar, c'est bon un peu, quand même, mais ma petite *taabal*¹³ [un étal] ne permet pas d'envoyer assez [d'argent] au village. [...] C'est surtout un problème en période de soudure pour pouvoir payer les prix trop chers des fourrages et du *rakal* [produit alimentaire transformé] de nos moutons et vaches [fin de saison sèche, avril-juillet], sinon les animaux s'affaiblissent trop et meurent avant ou pendant les premières pluies. [...] Je voudrais ouvrir un vrai magasin pour faire du commerce. Mais je dois trouver 5 ou 6 millions de cfa [7 à 9000 euros]. Je n'irais alors plus cultiver moi-même au village, parce que je pourrais embaucher des gens. Si j'avais quelqu'un, en Europe, qui pouvait m'avancer cette somme, je ne penserais plus à partir en Europe. (Entretien, migrant de 24 ans originaire de Dabia Odeji, Ouakam/Dakar, 20 janvier 2019)

Le migrant est censé fournir des transferts monétaires et/ou en nature pour assurer l'autre contre les chocs temporaires (Lucas, Stark, 1985). Les villageois considèrent en effet que ces envois permettent de surmonter les défaillances du marché local (Wouterse, Taylor, 2008), exacerbées par la mondialisation et les changements envi-

¹³ Le *taabal* est une déformation du mot français « table ». Il renvoie à un étal sur lequel sont superposées des marchandises.

ronnementaux. Dans ces contextes où les systèmes d'assurances et de crédits sont peu développés et où peu d'agriculteurs y ont accès, les transferts monétaires jouent un rôle central pour consolider l'adaptation aux changements environnementaux et à la réduction des risques au niveau du ménage (Banerjee *et al.*, 2016).

Conclusion

Cet article utilise le cadre théorique de la migration comme moyen d'adaptation dans des contextes de changements environnementaux avec l'hypothèse centrale que les transferts de fonds participent à consolider et à améliorer les capacités d'adaptation des bénéficiaires. Nos résultats confirment cette hypothèse, car, dans les trois zones d'études, les transferts des migrants servent de levier de développement, et ainsi de renforcement de capacités adaptatives, à travers différentes stratégies mises en place par les ménages et les communautés. Toutefois, les migrants ne conçoivent pas forcément leurs actions et leurs pratiques comme de « l'adaptation ». Cela s'explique notamment par le fait que les changements environnementaux existent depuis près d'un demi-siècle et sont graduels. S'y « adapter » passe par des pratiques, notamment de mobilités, et n'est donc généralement pas sciemment poursuivi comme objectif final par les populations affectées.

Cette recherche nuance l'idée selon laquelle la migration est souvent le résultat d'une négociation au sein des ménages qui voient leurs moyens de subsistance affaiblis par les dégradations environnementales. Si les études de cas en Afrique de l'Ouest montrent que les changements environnementaux favorisent la migration temporaire (van der Land *et al.*, 2018), notre recherche démontre comment celle-ci peut durer sur un temps long. Ce sont à la fois les conditions sur le lieu d'origine et les circonstances sur les lieux de destination qui influencent les décisions en matière de migration et de retour.

Même si la migration n'est pas un dernier recours dans la plupart des cas étudiés, certaines personnes, en particulier les hommes, peuvent ne pas avoir la liberté de choisir de rester au village ou d'y retourner en raison de la pression sociale. Les hommes sont majoritairement les soutiens du ménage et doivent en assurer la sécurité alimentaire, soit par des activités locales, soit par la migration. Les jeunes hommes sont censés contribuer aux revenus du ménage et améliorer la situation économique de la famille. Face aux attentes des villageois, l'adaptation est devenue l'expression d'une obligation morale, d'une norme sociale internalisée par les migrants.

Les processus de développement humain et économique sont particulièrement présents dans les villages des trois régions analysées ici, avec un nombre significatif de migrants, là où des infrastructures migratoires sont développées. Cependant, les moyens de création et d'opportunités d'emplois suffisamment générateurs de revenus restent perçus – tant par les migrants que par leurs membres de famille restés au village – comme trop limités pour envisager un retour au village. Les migrants internes sont généralement perçus par eux-mêmes et par les villageois comme limités dans leurs

capacités de contribution financière et matérielle par rapport aux migrants internationaux. Parce qu'ils ont « eu la chance » d'avoir pu partir, les migrants internalisent une forme de responsabilité sociale, plus ou moins collective ou communautaire en fonction de la région d'origine. Finalement, les migrants sont très souvent incités par les villageois à faire durer le voyage afin d'augmenter les capacités adaptatives dans le village d'origine, malgré les sacrifices, les privations et les difficultés relationnelles qu'engendre la séparation physique.

Bibliographie

- ADGER *et al.* (2007), « Climate change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability », in M. Parry *et al.* (dir.), *Contribution of Working Group II to the Fourth assessment report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 717-743.
- AFIFI T., LIWENGA E T., KWEZI L. (2014), « Rainfall-induced crop failure, food insecurity and out-migration in Same-Kilimanjaro, Tanzania », *Climate and Development*, vol. 6, n° 1, p. 53-60.
- ASRAT P., SIMANE B. (2018), « Farmers' perception of climate change and adaptation strategies in the Dabus Watershed, NorthWest Ethiopia », *Ecological Processes*, vol. 7, n° 7. DOI : <https://doi.org/10.1186/s13717-018-0118-8>.
- BALDWIN A., FORMALÉ E. (2017), « Adaptive migration: pluralising the debate on climate change and migration », *The Geographical Journal*, vol. 183 n° 4, p. 322-328.
- BANERJEE S., SIJAPATI B., POUDEL M., BISHT S., KNIVETON D. (2016), « Role of Remittances in Building Farm Assets in the Flood Affected Households in Koshi Sub-Basin in Nepal », in A. Milan, B. Schraven, K. Warner, N. Cascone, *Migration, Risk Management and Climate Change: Evidence and Policy Responses*, New York, Springer, p. 25-41.
- BARNETT J., WEBBER M. (2010), *Accommodating migration to promote adaptation to climate change*, Washington DC, World Bank.
- BETTINI G. (2017), « Where next? Climate change, migration, and the (bio) politics of adaptation », *Global Policy*, vol. 8, p. 33-39.
- BETTINI G., GIOLI G. (2016), « Waltz with Development: Insights on the Developmentalization of Climate-Induced Migration », *Migration and Development*, vol. 5, n° 4, p. 171-189.
- BLACK R., ADGER W. N., ARNELL N. W., DERCON S., GEDDES A., THOMAS D. (2011), « The effect of environmental change on human migration », *Global Environmental Change*, vol. 21, Supplement 1 (0), p. 3-11.
- BREDELOUP S. (2014), *Migrations d'aventures. Terrains africains*, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques (« CTHS/Géographie », n° 11).
- BRÜNING L., FIGUET E. (2018), « Changements environnementaux et migration en Afrique de l'Ouest. Une revue des études de cas », *Belgeo*, n° 1, p. 1-26.

- CARLING J., HOELSCHER K. (2013), « The capacity and desire to remit: Comparing local and transnational influences », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 39, n° 6, p. 939-958.
- CESCHI S. (1999), « I vissuti del nomadismo: senegalesi e viaggio migratorio », *Afriche e Orienti*, vol. 1, p. 64-66.
- CESCHI S., MEZZETTI P. (2014), « The Senegalese Transnational Diaspora and its role back Home », in *Senegal. Between Migrations to Europe and Returns*, ITPCM International Commentary, April 2014, p. 13-20.
- CRESSWELL T., MERRIMAN P. (2011), *Geographies of Mobilities: Practices, Spaces, Subjects*, Durham, Ashgate Publishing, Ltd.
- DIEDHIOU A. (2014), « The Policy Fallacy of Promoting Return Migration Among Senegalese transnationals », in M. Gonelli (dir.), *Sénégal. Between Migrations to Europe and Returns*, The ITPCM International Commentary, vol. 10, n° 35, p. 53-58.
- DIMÉ M. (2015), « Flamber moins et investir utile : la promotion de l'entrepreneuriat chez des migrants de retour au Sénégal », *Africa Development*, vol. 40, n° 1, p. 81-97.
- DIOP M.-C. (dir.) (2008), *Le Sénégal des migrations – Mobilités, identités et sociétés*, Paris, Crepos/Karthala/ONU-Habitat.
- FALZON M.-A. (2009), *Multisited ethnography: Theory, praxis, and locality in contemporary research*, Farnham, Ashgate.
- FAYE A., LEJEUNE Q., SYLLA M. B., NEYA O., THEOKRITOFF E., D'HAEN S. (2019), *Points clés pour l'Afrique de l'Ouest du rapport spécial du GIEC sur le changement climatique et les terres*, IMPACT, Climate Analytics.
- GAUTIER D., DENIS D., LOCATELLI B. (2016), « Impacts of drought and responses of rural populations in West Africa: a systematic review », *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, vol. 7, n° 5, p. 666-681.
- GEMENNE F., BLOCHER J. (2017), « How can migration serve adaptation to climate change? Challenges to fleshing out a policy ideal », *The Geographical Journal*, vol. 183, n° 4, p. 336-347.
- HAAS H. de (2010), « Migration and development: A theoretical perspective », *International migration review*, vol. 44, n° 1, p. 227-264.
- HOEGH-GULDBERG, O. *et al.* (2018), « Impacts of 1.5° C Global Warming on Natural and Human Systems », in V. MASSON-DELMOTTE *et al.* (dir.), *Global warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change*, Genève, World Meteorological Organization Technical Document.
- KANE O. (2004), *La première hégémonie peule. Le Fuuta Tooro, de Koli Tengouella à l'Almami Adul Kader*, Paris, Karthala.

- LO H M., COULIBALY O., TANDIAN A., SAKHO P. (2014), « Impacts des changements environnementaux sur les migrations humaines : cas du Sénégal, Rapport d'études de cas », in M. T. THIAM, J. CROWLEY (dir.), *Impacts des changements environnementaux sur les migrations humaines. Étude de cas : Sénégal et Côte d'Ivoire*, Dakar, UNESCO Secteur des sciences humaines et sociales, p. 17-192.
- LUCAS R., STARK O. (1985), « Motivations to remit: Evidence from Botswana », *Journal of political Economy*, vol. 93, n° 5, p. 901-918.
- MALIK A., QIN X., SMITH S. (2010), *Autonomous adaptation to climate change: A literature review*, Institute for International Economic Policy, Working Paper Series.
- MARCUS G.E. (1995), « Ethnography in/of the World-System. The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, vol. 24, p. 95-117.
- MUBAYA C.P., MAFONGOYA P. (2016), « Local-level climate change adaptation decision-making and livelihoods in semi-arid areas in Zimbabwe », *Environment, Development and Sustainability*, vol. 19, p. 2377-2403.
- NDIAYE N. (2014), « Senegalese Values and other cultural Push Pull Factors behind migration and return », in M. GONELLI, *Senegal. Between Migrations to Europe and Returns*, ITPCM International Commentary, vol. X, n° 35, p. 41-46.
- NDIONE B. (2019), *Migration au Sénégal. Profil national 2018*, janvier 2019, FMM West Africa, ANSD. En ligne, consulté le 15 novembre 2019. URL : https://rodakar.iom.int/sites/default/files/documents/Rapport_PM_S%C3%A9n%C3%A9gal_jan2019.pdf.
- ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM) (2007), « Glossaire de la Migration », *Droit international de la migration*, n° 9, Genève. En ligne, consulté le 15 juillet 2019. URL : https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_9_fr.pdf.
- PICHÉ V. (2013), « Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs », *Population*, vol. 68, n° 1, p. 153-178.
- PIGUET E. (2013), « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 29, n° 3, p. 141-161.
- PONSOT F., OBEGI B. (2010), « Étude de capitalisation des initiatives et mécanismes en matière de transferts de fonds au Mali », *Study conducted for Centre d'Information et de Gestion des Migrations (CIGEM)*, Cigem/Commission européenne/ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine.
- PREIBISCH K., DODD W., SU Y. (2016), « Pursuing the capabilities approach within the migration-development nexus », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 42, n° 13, p. 2111-2127. DOI : 0.1080/1369183X.2016.1176523.
- SAKHO P., DIOP C., LO H., COULIBALY-TANDIAN O.K. (2019), « Changements environnementaux et mobilités en milieu rural de l'ouest du Sénégal », *Revue de géographie du laboratoire Leïd*, n° 20, Saint-Louis, Sénégal, Université Gaston Berger, p. 198-211.

- SALL M., SERIGNE M., TANDIAN A., SAMB A. (2011), *Changements climatiques, stratégies d'adaptation et mobilités. Évidence à partir de quatre sites au Sénégal*, Working paper, International Institute for Environment and Development (IIED), n° 33.
- SCHÖFBERGER I. (2018), « Environmental change and translocal vulnerability in Senegal », *Migration, Environment and Climate Change: Policy Brief Series, International Organization for Migration, IOM*, vol. 4, n° 3.
- SHIKUKU K. M., WINOWIECKI L., TWYMAN J., EITZINGER A., PEREZ J. G., MWONGERA C., LÄDERACH P. (2017), « Climate Risk Management Smallholder farmers' attitudes and determinants of adaptation to climate risks in East Africa », *Climate Risk Management*, vol. 16, p. 234-245. DOI : org/10.1016/j.crm.2017.03.001.
- SINATTI, G. (2015), « Return migration as a win-win-win scenario? Visions of return among Senegalese migrants, the state of origin and receiving countries », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 38, n° 2, p. 275-291. DOI : 10.1080/01419870.2013.868016.
- SY B. A., SY A. A., BODIAN A., TIDIANE A., NIANG S., DIOP M., NDIAYE M. (2015), *Brèche ouverte sur la Langue de Barbarie à Saint-Louis : esquisse de bilan d'un aménagement précipité*, Paris, L'Harmattan.
- TACOLI C. (2011), « Not only climate change: mobility, vulnerability and socio-economic transformations in environmentally fragile areas of Bolivia, Senegal and Tanzania », *International Institute for Environment and Development, Working Paper*, n° 28.
- TANDIAN A. (2015), « Variations environnementales, mobilité et stratégies d'adaptation au Sénégal », *Migrations internationales : un enjeu Nord-Sud ?*, *Alternatives Sud*, vol. 22, n° 122, p. 177-186.
- URRY J. (2007), *Mobilities*, Cambridge, Polity.
- VAN DER LAND V., ROMANKIEWICZ C., VAN DER GEEST K. (2018), « Environmental change and Migration. A review of West African case studies », in F. GEMENNE, R. MC LEMAN (dir.), *The Routledge Handbook of Environmental Migration and Displacement*, Londres, Routledge, p. 163-173.
- WADE C., DIME M., TANDIAN A., EHODE L. (2017), *État des lieux des liens entre migration, transferts et résilience au changement climatique au Sénégal*, Dakar, IED.
- WOUTERSE F., TAYLOR J. (2008), « Migration and income diversification: Evidence from Burkina Fas », *World Development*, vol. 36, n° 4, p. 625-640.